

GAZETTE DES TRIBUNAUX

ABONNEMENT:
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS :
Un an, 72 fr.
Six mois, 36 fr. Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER :
Le port en sus, pour les pays sans
échange postal.

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge,
à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)



Sommaire

JUSTICE CIVILE. — Cour impériale de Paris (1^{re} ch.) :
Faillite; subrogation consentie par la femme du failli dans son hypothèque légale; nullité; compétence. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} ch.) : Contrainte par corps; demande en nullité de l'arrestation. — Tribunal de commerce de la Seine : Eclairage par le gaz; réduction du prix; application du cahier des charges; les bails de l'Opéra.
JUSTICE CRIMINELLE. — 1^{er} Conseil de guerre de Paris : Vol d'un porte-monnaie; une cantinière et son mari.
CARONQUE.

JUSTICE CIVILE

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (1^{re} ch.).

Présidence de M. d'Esparsès de Lussan.

Audiences des 6 et 7 juin.

FAILLITE. — SUBROGATION CONSENTIE PAR LA FEMME DU FAILLI DANS SON HYPOTHEQUE LÉGALE. — NULLITÉ. — COMPÉTENCE.

Les articles 446 et 447 du Code de commerce qui prononcent la nullité des actes et concessions d'hypothèques au profit des créanciers du failli postérieurement à la cessation de paiements, lorsque ces créanciers ont eu connaissance de cette cessation, sont applicables à la subrogation faite avec cette connaissance, par la femme du failli, autorisée par celui-ci dans son hypothèque légale; il y a donc lieu d'annuler, quant au droit à l'indemnité qui appartient à la femme obligée comme caution de son mari, la subrogation ainsi consentie par elle.

La demande en nullité, conséquence de la nullité de l'hypothèque consentie par le failli, est de la compétence du Tribunal de commerce de la situation de l'ouverture de la faillite.

Après la faillite d'un sieur Truchy, marchand de bois à Charly, M. Ablon, syndic, a formé, devant le Tribunal de commerce de Joigny, lieu de l'ouverture de la faillite, contre M. de Larocheffoucauld-Doudeville, une demande en nullité de la subrogation consentie à son profit, par acte notarié des 11 et 12 août 1851, par M. et M^{me} Truchy, de l'hypothèque légale de cette dernière sur les biens du failli, pour une somme de 15,946 francs, formant le prix de coupes de bois vendues au sieur Truchy. La nullité de l'obligation soignée par M. Truchy avait déjà été prononcée par jugement et arrêt.

M. de Larocheffoucauld a opposé un déclinatoire, résolvant de ce qu'il s'agissait de l'appréciation d'une hypothèque et d'une inscription hypothécaire, appréciation du ressort des Tribunaux ordinaires.

Le Tribunal a statué, sur l'exception et sur le fond, le 4 décembre 1855, dans les termes suivants :

« Le Tribunal,
« En ce qui touche l'exception d'incompétence;
« En droit :
« Considérant qu'aux termes de l'article 633 du Code de commerce, les Tribunaux consulaires sont appelés à connaître de tout ce qui concerne les faillites conformément à ce qui est prescrit au livre III dudit Code, et que, d'après les articles 33, paragraphe 7 du Code de procédure civile et 438 du Code de commerce, le Tribunal compétent est celui du lieu de l'ouverture de la faillite;
« Considérant qu'il résulte des dispositions de ces articles que le Tribunal de commerce du siège de la faillite est seul compétent pour connaître des actions intentées par les syndics, lorsqu'il s'agit de faits qui, postérieurement à l'événement de la faillite résultant de la cessation des paiements, se rattachent directement à ce qui concerne les intérêts de la faillite et de son administration;
« En fait :
« Considérant que la demande du syndic de la faillite Truchy a été formée en vertu des articles 446 et 447 du Code de commerce compris au livre III dudit Code; que cette action a pour but la nullité de l'hypothèque consentie par Truchy et sa femme au profit de M. de Larocheffoucauld, postérieurement à la date fixée par le Tribunal comme étant celle de la cessation des paiements de Truchy; que cette action est bien évidemment née de la faillite de Truchy; qu'elle n'aurait pu être intentée si cette faillite n'avait pas été déclarée;
« Que, par suite, la connaissance de cette contestation est du ressort de la juridiction consulaire du siège de la faillite;
« Se déclare compétent pour en connaître, et condamne M. de Larocheffoucauld aux dépens de l'incident;
« Et, statuant au fond, en droit :
« Considérant que l'article 446 du Code de commerce dispose au paragraphe 3 que toute hypothèque conventionnelle ou judiciaire, et tous droits d'antichrèse ou de nantissements constitués sur les biens du débiteur pour dettes antérieurement contractées sont nuls et sans effet, relativement à la masse;
« Qu'aux termes de l'art. 447 du Code, tous autres paiements faits par le débiteur pour dettes échues et tous actes onéreux par lui passés après la cessation de ses paiements et avant le jugement déclaratif de faillite pourront être annulés, si de la part de ceux qui ont reçu du débiteur, ou qui ont traité avec lui, ils ont eu lieu avec connaissance de la cessation de ses paiements;
« Considérant qu'il ressort de la combinaison de ces deux articles 446 et 447 que les Tribunaux doivent annuler tout acte qui, intervenu depuis la cessation des paiements, aurait pour but d'avantager certains créanciers au préjudice de la masse;
« Qu'entendu dans ce sens, le mot « pourront » énoncé en l'article 447 n'est autre qu'un attributif d'un pouvoir d'annulation, pour le cas où il serait constant que le bénéficiaire de l'acte aurait connaissance de la situation du failli;
« Considérant que cette annulation serait inefficace si, portant sur l'acte seul, elle ne l'atteignait également dans ses effets qui produiraient indirectement ce que la loi prohibe directement;
« Qu'il en serait ainsi de la subrogation de l'hypothèque légale attachée aux obligations contractées solidairement par la femme avec son mari pour les affaires de la communauté, et à raison desquelles il lui est dû l'indemnité par ce dernier; que, si cette hypothèque continuait à exister, ses effets sur les biens du mari seraient par le moyen de la subrogation exécutés au profit de la femme acquiesçant au subrogé, et lui conférant sur le gage commun des créanciers.
« En fait, considérant qu'il est constant et non contesté que l'acte des 11 et 12 août 1851, contenant obligation et affectation hypothécaire, par le sieur et dame Truchy, au profit de M. de Larocheffoucauld, postérieur à l'époque de la cessation des paiements du sieur Truchy, a eu lieu avec connais-

sance de cette cessation de paiements par M. de Larocheffoucauld, puisqu'il est reconnu par lui que cette obligation n'a été exigée que parce que Truchy n'avait pu payer aux époques convenues le prix des coupes de bois par lui achetées;
« Qu'il est également constant que la femme Truchy avait connaissance de l'état de cessation de paiements de son mari, puisqu'à ce moment où elle souscrivait solidairement avec ce dernier l'obligation des 11 et 12 août 1851, avec cessation de ses droits d'hypothèque légale, elle avait déjà souscrit à des dates très rapprochées et pour dettes antérieurement contractées et solidairement avec son mari deux autres obligations avec pareille cession de ses droits d'hypothèque légale, la première du 12 juin 1851 pour une somme de 10,000 francs au profit des frères Berard, marchands de charbons à Grenelle, et la deuxième le 7 août, même année, quatre jours seulement avant celle de M. de Larocheffoucauld, au profit du sieur Fourrey, marchand de charbons à Gentilly, également pour une somme de 10,000 francs;
« Que la souscription successive de ces trois obligations pour des sommes aussi importantes et pour des dettes antérieurement contractées prouve évidemment que Truchy ne pouvait pas payer, et que sa femme avait une parfaite connaissance de cette insolvabilité;
« Que, par suite, l'hypothèque conférée par Truchy sur ses biens au profit du défendeur est nulle et ne peut produire d'effet, mais encore est également nulle la cession faite par la femme Truchy au profit de M. de Larocheffoucauld, en sa faveur de son hypothèque ou sur ses biens à raison de l'obligation qu'elle a contractée avec lui au profit de M. de Larocheffoucauld, car, en effet, ce dernier ne saurait profiter indirectement de ce que la loi lui refuse directement;
« Et, considérant que, suivant jugement rendu par le Tribunal civil de Joigny le 3 avril 1852, confirmé sur appel le 23 novembre suivant, l'hypothèque consentie par Truchy aux héritiers de Larocheffoucauld par l'acte des 11 et 12 août 1851, a été déclarée nulle, ensemble l'inscription qui a pu être prise au bureau des hypothèques de Joigny en vertu dudit acte; mais que ces sentences n'ont rien statué en ce qui concerne les droits que la femme Truchy pourrait vouloir exercer sur les biens de son mari, pour raison de l'obligation qu'elle a contractée solidairement avec lui, droits qu'elle a cédés à M. de Larocheffoucauld;
« En conséquence et surabondamment, déclare nul et de nul effet, comme fait depuis l'époque fixée par le Tribunal, comme étant celle de la cessation des paiements du sieur Nicolas Truchy, l'acte de constitution d'hypothèque susénoncée des 11 et 12 août 1851, passé devant M^{rs} Hermelin, notaire à Saint-Florentin;
« Déclare les immeubles dépendants de la faillite Truchy, ou ayant dépendu de cette faillite, affranchis non-seulement de l'hypothèque directement consentie par ce dernier au profit de M. de Larocheffoucauld, mais encore de l'hypothèque légale de M^{me} Truchy, en tant que cette hypothèque légale profiterait à ce créancier, en vertu de la subrogation contenue audit acte, et ce seulement pour raison de l'indemnité que ladite dame pourrait avoir à réclamer à cause de l'obligation qu'elle a contractée solidairement avec son mari au profit de M. de Larocheffoucauld;
« Ordonne la main-levée et radiation pure et simple, entière et définitive de l'inscription prise au bureau des hypothèques de Joigny le 13 août 1851, volume 333, n^o 467, en tant que cette inscription profite au profit de M. de Larocheffoucauld-Doudeville, contre le sieur Nicolas-Joseph Truchy, ainsi que toutes mentions de subrogations dans l'hypothèque légale de la femme Truchy, seulement en ce qui concerne l'indemnité qu'elle aurait pu réclamer conformément au paragraphe 4 de l'article 2133 du Code Napoléon pour raison de l'obligation qu'elle a contractée solidairement avec son mari, envers M. de Larocheffoucauld;
« Et condamne ce dernier en tous les dépens de la présente instance. »

M. de Larocheffoucauld a interjeté appel.

M^{re} Grevy, son avocat, soutenait que les art. 446 et 447 n'étaient pas applicables à l'hypothèque légale, qu'ils ne mentionnaient pas, et qu'en l'absence de fraude non justifiée, il n'y avait lieu d'admettre la réclamation du syndic.

Au nom de ce dernier, M^{re} Lacan, à l'appui de la doctrine du jugement, sur le fond, citait un arrêt conforme de la Cour de Paris, du 16 janvier 1854, un arrêt de Poitiers, du 28 janvier 1841, et un arrêt de cassation, du 11 juillet 1834.

Conformément aux conclusions de M. Saillard, substitut du procureur-général impérial,

« La Cour,
« Au fond, considérant que pour sûreté de l'obligation solidaire des époux Truchy envers de Larocheffoucauld, l'acte notarié des 11 et 12 août 1851 contenait à la fois constitution hypothécaire de la part du mari sur ses immeubles, et cession de la femme de ses droits, reprises et avantages avec subrogation à son hypothèque légale sur les mêmes immeubles;
« Considérant que la femme Truchy ne s'obligeait ainsi que comme caution de son mari, puisant dans le fait seul de cette obligation le droit à une indemnité comprise dans la cession générale qu'elle avait consentie au profit de Larocheffoucauld et garanti par son hypothèque légale;
« Considérant que par suite de la déclaration de faillite de Truchy, et en vertu de décisions judiciaires définitives, la constitution hypothécaire du mari a été annulée;
« Que cette annulation n'a porté aucune atteinte à la validité de la cession faite par la femme de ses reprises et avantages, ni de l'hypothèque légale qui les garantissait, puisqu'autorisée par son mari, elle a pu valablement disposer de cette partie de son actif, et que la position de la masse des créanciers de Truchy ne serait nullement changée par l'exécution de cette partie de la cession;
« Mais qu'il n'en saurait être de même du droit de l'indemnité dérivant de l'obligation;
« Qu'en effet, admettre de Larocheffoucauld à l'exercice de ce droit du chef de la femme, ce serait éluder les dispositions de la loi prohibant toute constitution d'hypothèque au profit d'un créancier postérieurement à la cessation des paiements, et lui accorder indirectement ce qu'il ne peut obtenir directement;
« Considérant que, dans les termes où elle a été soumise aux premiers juges, la demande ne présentait que l'appréciation des conséquences de la nullité de l'hypothèque consentie par le failli, appréciation appartenant au Tribunal de commerce;
« Confirme; en conséquence, ordonne la radiation des inscriptions et mention de subrogation à l'hypothèque de la femme Truchy militante au profit de Larocheffoucauld, mais seulement en tant qu'elle conserverait le droit à l'indemnité dérivant de l'obligation des 11 et 12 août 1851, l'effet des inscriptions et mention de subrogation maintenu pour le surplus;
« Condamne les appelants en l'amende et aux dépens. »

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1^{re} ch.).

Présidence de M. Pasquier.

Audience du 7 juin.

CONTRAINTE PAR CORPS. — DEMANDE EN NULLITÉ DE L'ARRESTATION.

Lorsque la présence du commissaire de police est exigée pour rendre valable l'arrestation d'un débiteur contraignable par corps, il suffit que la compétence du fonctionnaire qui a procédé soit constatée par l'original du procès-verbal, sans qu'il soit nécessaire que la copie mentionne le nom de ce fonctionnaire.

Une sentence arbitrale intervenue à la suite de la liquidation d'une société commerciale ayant pour objet l'exportation des chaussures a condamné le sieur Demesse, l'un des associés, à payer à la société la somme de 86,000 fr.; la sentence était exécutoire par provision. A la suite d'un commandement dans lequel la ville de Fernambouc était déclarée la résidence actuelle du sieur Demesse, commandement signifié au parquet de M. le procureur impérial, une ordonnance de référé autorisa l'arrestation provisoire du débiteur.

Ce dernier, qui, en l'absence du commissaire de police, n'était pas la résidence habituelle de M. Demesse, circonstance qui nécessita la présence d'un commissaire de police.

M. Demesse interjeta appel de l'ordonnance.

Devant la Cour impériale, M^{re} Morise alléguait en fait que, bien loin d'être débiteur de la société de 86,000 fr., son client pouvait prouver d'une façon irrécusable qu'il était créancier d'une somme de 60,000 francs; il affirmait, en outre, que M. Didier, qui avait fait procéder à l'arrestation, n'ignorait pas la présence à Paris de M. Demesse, et que, dès-lors, le commandement fait au parquet était une manœuvre frauduleuse qui n'avait d'autre but que d'arriver à une arrestation sans mettre sérieusement le débiteur prétendu en demeure. L'avocat démontrait, par la suscription de lettres adressées à son client que celui-ci habitait depuis plus de six mois rue du Faubourg-Poissonnière, 52.

En droit, M^{re} Marie soutenait que l'ordonnance, contrairement aux prescriptions de la loi, se bornait à déclarer qu'un commissaire de police assisterait à l'arrestation, sans désigner quel serait ce commissaire; que la copie de l'ordonnance ne portait pas que l'arrestation pourrait être faite dans un lieu quelconque; que le commandement n'avait eu lieu que quelques jours avant que l'exécution de la contrainte par corps fût demandée, bien que ce commandement lui-même énonçât que M. Demesse demeurait à Fernambouc. Par ces différents motifs, l'ordonnance devait être déclarée nulle.

Au nom de l'appelant, on demandait, en outre, la nullité de l'arrestation fondée sur ce que la copie du procès-verbal ne constatait pas la compétence du commissaire de police qui avait été présent.

La Cour rejeta les premiers moyens en se fondant sur ce que la loi n'exigeait pas que l'ordonnance désignât le commissaire de police dont le concours était nécessaire, et sur ce que les délais de distance ne s'appliquaient pas aux commandements tendant à contrainte par corps. Elle renvoya devant le Tribunal de première instance pour statuer sur l'irrégularité de l'arrestation.

Dans son audience d'aujourd'hui, la 1^{re} chambre du Tribunal, après avoir entendu M^{re} Morise pour M. Demesse, M^{re} Payen pour M. Didier et M. Moreau, garde du commerce, qui a procédé à l'arrestation, a rendu, conformément aux conclusions de M. Pinard, substitut du procureur impérial, un jugement qui a débouté M. Demesse de sa demande en se fondant sur ce qu'il suffisait que l'original du procès-verbal fût signé par le commissaire de police compétent, sans qu'il fût nécessaire que la copie mentionnât le nom de ce fonctionnaire.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

Présidence de M. Lucy-Sédillot.

Audience du 5 juin.

ÉCLAIRAGE PAR LE GAZ. — RÉDUCTION DU PRIX. — APPLICATION DU CAHIER DES CHARGES. — LES BALS DE L'OPÉRA.

La réduction de 40 à 30 centimes du prix du mètre cube du gaz, imposée à la compagnie Parisienne par le cahier des charges arrêté par M. le préfet de police le 1^{er} janvier 1856, n'est applicable qu'au gaz livré au compteur.

Le prix du gaz pour les autres modes de livraison et pour les services exceptionnels doit être débattu de gré à gré entre la compagnie et le consommateur.

Le paiement antérieur d'un prix déterminé établit suffisamment la convention.

La compagnie Parisienne d'éclairage par le gaz a assigné M. Strauss, entrepreneur des bals de l'Opéra, en paiement de 480 fr. 18 c. pour le prix de l'éclairage de la salle de l'Opéra et de ses accessoires dans la nuit du 28 février dernier.

M. Strauss, invoquant l'art. 44 du cahier des charges de la compagnie Parisienne arrêté par M. le préfet de la Seine le 1^{er} janvier 1856, qui a réduit de 25 pour 100 le prix du gaz au compteur, demandait la réduction de la facture dans cette proportion et se portait reconventionnellement demandeur en restitution de 25 pour 100 sur les sommes payées par lui pour les bals antérieurs au 28 février.

Le Tribunal, après avoir entendu M^{re} Schayé, agréé de la compagnie Parisienne, et M^{re} Happhen, agréé de M. Strauss, a rendu le jugement suivant :

« Sur la demande principale :

« Attendu que la compagnie demanderesse réclame au défendeur le prix de gaz d'éclairage à lui fourni comme entrepreneur du bal de l'Opéra, dans la nuit du 28 février dernier;

« Attendu qu'aucun débat n'existe entre les parties sur la quantité de gaz consommé, mais que le défendeur prétend avoir droit sur les prix fixés à un rabais de 25 pour 100, en vertu du cahier des charges qui régit, à partir du 1^{er} janvier dernier, le monopole de la compagnie pour la fourniture du gaz à ses abonnés;

« Attendu que l'article 44 de ce cahier des charges fixe, pour ces abonnés, à 30 centimes le mètre cube de gaz vendu au compteur qui était établi par les anciens tarifs à 40 cent.;
« Que cet article est le seul qui règle un prix, et ce pour un mode unique de livraison du gaz;
« Attendu que les articles 43, 46 et 47 établissent pour tous les autres modes de livraison, ou pour des services exceptionnels, que les prix seront débattus de gré à gré avec la compagnie;
« Attendu que le but évident de ces combinaisons est de favoriser la vente au compteur dont les données sont les plus exactes sur le gaz véritablement consommé;
« Attendu que Strauss, qui n'emploie pas de compteur, ne justifie pas qu'il ait traité avec la compagnie pour un prix inférieur à celui qui lui est facturé, lequel n'excède pas d'ailleurs celui payé jusqu'alors par lui pour les modes d'éclairage qu'il emploie;
« Attendu que, dans ces conditions, ce prix ne saurait pas être considéré comme abusif, puisqu'il n'a pas été modifié par les parties, qu'il existait au moment où le cahier des charges susénoncé a été imposé à la compagnie demanderesse et qu'alors l'administration publique n'a pas jugé à propos de le réglementer;
« Attendu qu'il suit de ce qui précède que les offres de Strauss sont insuffisantes, et qu'il y a lieu d'adjuger les conclusions de la demande, moins la réclamation d'une légère erreur et dont la compensation doit être faite, ce qui réduit la demande à 476 fr. 28 c.;
« En ce qui touche la demande reconventionnelle,
« Attendu qu'elle repose sur le même principe que la défense à la demande principale, soit une réclamation de 25 p. 100 sur l'éclairage payé de neuf bals donnés par Strauss depuis le 1^{er} janvier dernier, et qu'il ressort de ce qui précède qu'il n'y a pas lieu d'y faire droit;
« Par ces motifs, condamne Strauss à payer à la compagnie Parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz la somme de 476 fr. 28 c. avec les intérêts de droit;
« Le déclare mal fondé dans sa demande reconventionnelle, l'en déboute et le condamne aux dépens. »

JUSTICE CRIMINELLE

1^{er} CONSEIL DE GUERRE DE PARIS.

Présidence de M. Béchon de Caussade, colonel du 76^e régiment d'infanterie de ligne.

Audience du 7 juin.

VOL D'UN PORTE-MONNAIE. — UNE CANTINIÈRE ET SON MARI.

Une jeune femme, à l'œil vif et à son minois mutin, vient s'asseoir, coquettement parée, devant la justice militaire; elle est accompagnée de son mari, qui également prend place sur le banc des accusés. Le ministère public leur reproche de s'être emparés d'un porte-monnaie garni de pièces d'or, qu'un tambour du régiment aurait, par mégarde, laissé tomber dans la cantine tenue par les deux accusés.

Interrogé par M. le président, le mari déclare se nommer Antoine Anotin, âgé de vingt-sept ans, et la femme, Virginie Massié, âgée de vingt-trois ans, lingère avant d'entrer au service, et actuellement cantinière-vivandière, avec l'assistance de son mari, au 20^e régiment d'infanterie de ligne, caserné au fort de Charenton.

M. le président, à la femme Anotin : Pourquoi ne vous présentez-vous pas ici avec le costume de votre état ?

La prévenue, portant la main à son bonnet : Mon colonel, parce que deux ou trois jours après l'arrestation de mon mari, je déposai ma patente et donnai ma démission, qui fut acceptée par mon colonel du 20^e. Je suis rentrée dans la vie civile, chez mes parents, où l'on est venu m'arrêter comme complice de mon mari.

Le greffier donne lecture des pièces de l'information suivie par M. le commandant Gouraud, rapporteur près le 1^{er} Conseil de guerre, et d'où résultent les faits suivants :

Les époux Anotin venaient de contracter mariage lorsque la déclaration de guerre avec la Russie nécessita l'appel à l'activité des anciennes classes laissées à l'état de réserve. Anotin, qui appartenait à l'une de ces classes, reçut une feuille de route pour aller rejoindre le 20^e régiment de ligne, qui, quelque temps après, fut embarqué à Marseille comme faisant partie de l'armée d'Orient. La jeune femme, éloignée de son mari, désira d'aller le rejoindre sur les champs de bataille de la Crimée, offrant de servir en qualité de cantinière-vivandière. Le colonel du 20^e accepta la demande présentée par le mari, et le ministre de la guerre fit délivrer à la jeune lingère une autorisation pour prendre passage sur les vaisseaux de l'Etat. Le régiment dans lequel entra Virginie Massié fut un de ceux qui eurent le plus à souffrir de l'ennemi, et a cantinière sous le feu du canon remplissait son emploi avec autant de grâce que elle se fût trouvée un jour de revue au Champ-de-Mars. La campagne de 1855 étant terminée, le 2^e régiment entra en France et vint tenir garnison au fort de Charenton, où les époux Anotin reprirent la cantine.

Le 13 mars au soir, le tambour Perchet, qui avait touché la veille la prime de 700 fr. pour son rengagement, entra dans la cantine suivi de quatre camarades qu'il avait lètés à Vincennes. Comme il était débiteur au comptoir d'une quinzaine de francs, il s'approcha du sieur Anotin pour solder sa dette; et, ayant ouvert son élégant porte-monnaie, il fit voir environ 600 fr. en pièces d'or. « Tiens, dit Perchet au cantinier, puisque tu m'as fait crédit; je veux faire de la dépense chez toi. Sers-nous du vin chaud en masse, et viens avec ta femme en prendre la part auprès des mes camarades. » Puis, s'adressant à la cantinière, il lui dit gaiement : « Allons! allons! chauffez-nous cela bien vite! » et, faisant sauter le porte-monnaie dans sa main, il ajouta : « Il y a là dedans de quoi vous payer. » La cantinière se mit à l'œuvre, et bientôt un très grand bol, plein d'un liquide en ébullition, fut déposé par elle devant les troupiers. Perchet, en homme galant, remplit le verre de la femme Anotin, et chacun à la ronde ayant été servi vint choquer son verre contre celui de la gracieuse cantinière, qui d'un seul trait fit, à la demande générale, rubis sur l'ongle. Le porte-monnaie était sur la table.

La sonnerie pour l'extinction des feux s'étant fait entendre dans la cour du fort, toutes les habitudes de la cantine partirent pour rentrer dans les chambres; mais, Perchet et les siens étant restés les derniers, ne s'éloignèrent que quelques minutes plus tard; l'amphitryon ouvert de nouveau son porte-monnaie et paya la dépense. La cantine fut fermée.

Au bout de dix minutes, Perchet revint à la cantine, il acheta et paya un litre de cognac et quelques accessoires destinés à un punch clandestin pendant la nuit; il paya, et le cantinier l'accompagna jusqu'à la porte. Tout était fort tranquille dans la caserne, lorsque quelqu'un vint frapper violemment à la cantine. On ne répondit pas; on heurta de nouveau, même silence des cantiniers. Enfin, la voix de Perchet se fit entendre au dehors. Il s'écriait : « Anotin, ouvre; j'ai

CHRONIQUE

PARIS, 7 JUIN.

On lit dans le *Moniteur* :

L'Empereur est parti ce matin de Saint-Cloud pour aller porter des consolations et des secours aux inondés de la Loire.

Sa Majesté est arrivée à Orléans à onze heures; elle a visité en voiture le faubourg Saint-Marceau, envahi par la Loire, et s'est rendu sur la levée de Saint-Privé pour juger de l'étendue de l'inondation.

L'Empereur est ensuite parti pour Blois, où Sa Majesté est arrivée à une heure et demie. Elle a immédiatement visité les parties inondées de la ville, les quais et le faubourg de Vienne, et les digues jusqu'au déversoir établi.

A Blois, comme à Orléans, la population tout entière s'est portée sur le passage de Sa Majesté, et l'a accueillie par les témoignages les plus chaleureux de reconnaissance et d'affection.

L'Empereur est parti en poste pour Tours.

Sa Majesté est accompagnée de S. Exc. M. Rouher, ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics; du général Niel, aide-de-camp, et du général Fleury, premier écuyer de l'Empereur.

L'Empereur est arrivé hier au soir, à six heures, à Châteaurenault. La population industrielle de cette petite ville, en apprenant la nouvelle inattendue de la présence de Sa Majesté, s'est portée au-devant du cortège, et a fait entendre des cris enthousiastes de reconnaissance. L'Empereur s'est rendu à l'hôtel de l'Écu, et a couché dans la même chambre qui a été occupée, en 1804, par l'Empereur Napoléon I^{er}. Sa Majesté, après avoir visité la ville, est partie à sept heures du matin pour Tours, où elle est arrivée à neuf heures.

Là, comme à Orléans, à Blois, à Châteaurenault, l'enthousiasme a été universel.

L'Empereur s'est dirigé, sans perdre un seul instant, sur les quais, en amont de la rive gauche de la Loire jusqu'au canal de jonction du Cher.

Il a voulu examiner lui-même et de près la brèche faite par les eaux de la Loire sur la ville d'Orléans.

L'Empereur est monté ensuite en bateau pour visiter les rues inondées, et Sa Majesté a longuement interrogé les autorités sur toutes les circonstances de la catastrophe; confiant ensuite avec les ingénieurs, afin de préciser les moyens d'empêcher le retour du fléau.

L'Empereur s'est ensuite rendu à cheval à la préfecture par la rue Royale. A la préfecture, S. M. a travaillé encore quelques instants avec les ingénieurs, puis elle est repartie pour Blois à midi vingt minutes.

On pense que l'Empereur sera à Paris ce soir.

Le conseil municipal de la ville de Paris, en votant les fonds destinés aux fêtes du baptême de S. A. le prince impérial, n'a pas oublié les souffrances causées par l'inondation : dans la même séance, il a, sur la proposition du préfet de la Seine, décidé, à l'unanimité, qu'une somme de 100,000 fr. serait mise à la disposition du gouvernement pour concourir au soulagement des inondés.

La chambre des huissiers du département de la Seine, dans sa séance de ce jour, a voté un secours de 1,500 fr. en faveur des victimes des inondations.

Le 22 février dernier, le chevalier d'Adelburg arrivait à Paris et descendait à l'hôtel du Louvre; il apportait avec lui une somme de près de 5,000 fr., composée de 213 napoléons, 12 ducats autrichiens, 9 thalers de Prusse et 6 francs d'or; le tout était contenu dans une bourse renfermée elle-même dans un sac en cuir, le tout fut déposé par lui dans un tiroir de la commode de son appartement, et il eut soin d'en prendre la clé avec lui. Quatre ou cinq jours après, ayant besoin d'argent, M. d'Adelburg s'aperçut qu'on lui avait volé soixante napoléons et deux ducats d'Autriche, auxquels il tenait beaucoup parce qu'ils lui avaient été donnés par l'empereur Ferdinand et qu'il les conservait comme un souvenir de ce monarque.

M. d'Adelburg se hâta de faire sa déclaration au directeur de l'hôtel, et, instruit par l'expérience, il s'empêcha de déposer entre ses mains les 3,700 fr. qui lui restaient. Les recherches faites pour retrouver le voleur n'amenèrent aucun résultat. M. d'Adelburg insista auprès de l'administration de l'hôtel pour être indemnisé de cette perte, et, sur le refus qu'il éprouva, il quitta l'hôtel du Louvre et forma une demande en justice.

M^{re} Salvat, son avocat, s'est attaché à rappeler les principes qui régissent la matière; le dépôt des effets du voyageur dans la chambre d'un hôtel doit être assimilé au dépôt nécessaire; l'hôtelier en est responsable, et sa responsabilité ne cessera que s'il y avait imprudence grave du voyageur. Peut-on reprocher à l'étranger qui descend dans un hôtel élégant et confortable d'avoir avec lui de l'argent? Peut-on lui reprocher au moins de ne pas l'avoir déposé entre les mains du maître de l'établissement? Mais une jurisprudence constante a décidé que les voyageurs ne pouvaient être astreints à ce dépôt et qu'un avis placardé sur les murs d'un hôtel ne saurait garantir l'aubergiste de sa responsabilité. Contesterait-on l'existence du vol et l'importance de la somme? Il est impossible que le voyageur puisse jamais en rapporter la preuve positive, aussi les Tribunaux ont-ils à ce sujet un pouvoir d'appréciation discrétionnaire; c'est aux magistrats à voir si la position du plaignant, son honorabilité, les certificats qu'il peut produire, suffisent pour les convaincre qu'il se plaint à juste titre.

M. le chevalier d'Adelburg, issu d'une famille de vieille noblesse autrichienne, occupe un rang des plus honorables; élevé dans l'institut noble de Marie-Thérèse, appelé à jouir un jour d'une grande fortune, il a suivi une carrière conforme à ses goûts et à ses aptitudes, il s'est adonné à l'étude de la musique, et il a mérité en Allemagne une grande et juste célébrité comme compositeur et comme virtuose. Nul doute qu'il eût une somme importante, le fait est attesté par le baron d'Ottensleben, qui l'a vu et devant qui il l'a comptée; il est attesté aussi par la personne qui, à Leipzig, lui avait changé des billets de la banque impériale autrichienne contre des napoléons. L'administration de l'hôtel du Louvre doit donc être condamnée à rembourser à M. d'Adelburg le montant des sommes qui lui ont été soustraites.

Au nom des directeurs de cet hôtel, M^{re} Rodrigues, sans contester en droit le principe de la responsabilité des aubergistes, faisait observer qu'en fait aucune condamnation ne saurait être prononcée. Les allégations de M. d'Adelburg n'étaient justifiées par rien; lui-même ne savait à quelle époque exacte fixer la perpétration du vol; en supposant que le vol ait eu lieu, n'y avait-il pas la plus grande imprudence à laisser dans la chambre d'un hôtel une somme de 5,000 fr. Sans doute, on comprend qu'un voyageur ait avec lui l'argent nécessaire pour ses dépenses habituelles; mais, lorsqu'il possède des sommes plus considérables, il doit en faire la déclaration au proprié-

taire de l'établissement et en opérer le dépôt entre ses mains; c'est là une recommandation qu'on a soin de faire, et l'on ne saurait admettre la responsabilité indéfinie de l'hôtelier. M. d'Adelburg lui-même peut s'être trompé; en admettant qu'il eût emporté de Leipzig la somme indiquée, il peut avoir dépensé plus qu'il ne croit, et il ne peut attribuer à un vol, dont il n'existe aucune trace, un déficit qui peut s'expliquer naturellement.

Mais le Tribunal, considérant que la bonne foi et la probité de M. d'Adelburg ne peuvent pas être un instant contestées; qu'il est certain qu'il a été victime d'un vol qui s'élève à la somme de 1,224 fr., que l'aubergiste en est responsable, a condamné l'administration de l'hôtel du Louvre à rembourser cette somme à M. d'Adelburg.

(Tribunal civil de la Seine, 5^e chambre, audience du 27 mai 1856; présidence de M. Poissan.)

Il y a des existences qui présentent le singulier mélange de bien et de mal; telle est celle de Mary. Il a dans son passé de nobles souvenirs qui se sont inscrits aux tranchées de Sébastopol, et de tristes pages enregistrées au greffé de la Cour d'assises.

En effet, Mary a comparu pour soustraction frauduleuse devant la Cour d'assises de la Seine, en 1846. La Cour reconnut en sa faveur des circonstances atténuantes; la peine, réduite à une peine correctionnelle, ne fut que de dix-huit mois d'emprisonnement.

Mais Mary était porté sur les rôles de l'armée. En conséquence, au lieu de lui faire subir son temps à la prison de Melun ou à celle de Poissy, on le transféra au pénitencier militaire de Saint-Germain. Il y était encore au moment où éclata la révolution de février. Plusieurs prisonniers prirent la fuite, la porte était ouverte, Mary aurait pu fuir; il préféra rester, il acheva son temps, et, à l'expiration de sa peine, il fut incorporé dans un régiment. Sa bonne conduite lui fut notifiée au régiment; et il en sortit en 1854.

La guerre venait d'éclater avec la Russie. Mary s'engagea pour deux ans, est envoyé à Sébastopol, fait le rude campagne d'hiver qui a couvert de tant de gloire ceux qui y ont pris part, et revient en France.

Le temps de son engagement est expiré. Il tenait une place comme employé aux bureaux de la compagnie de navigation à vapeur Perrier, Pescatore et Place.

C'est alors que se passe l'événement qui rejette Mary

Il a rencontré le 5 avril, dans la soirée, d'anciens camarades de régiment. On sait que ces rencontres sont généralement suivies de copieuses libations. On boit en pensant aux amis présents; on boit aussi pour oublier les absents. Mary et ses camarades ne voulurent pas faire d'exception à la règle générale. Il était deux heures du matin lorsqu'on se sépara; les militaires prirent le chemin de leur quartier, et Mary celui de Montmartre, où il demeure. Mais en route il rencontre un chasseur de la garde impériale qui, moins fort contre le vin que contre la mitraille, succombait aux coups répétés de son vainqueur. Le malheureux ne pouvait trouver sa route; les yeux lui manquaient plus que les jambes. Mary voulut être le guide du chasseur et le diriger vers la bonne route. Mais le trouper n'était pas encore si ivre qu'il le paraissait, car, à un moment donné, il sentit que son guide glissait sa main dans sa poche. Il cria : « Au voleur ! » et Mary prit la fuite.

Un grenadier et deux sergents de ville, attirés par les cris, barrent le passage au fuyard et le fouillent pour retrouver les dépouilles qu'elles du chasseur de la garde, qui disait qu'on lui avait pris un porte-monnaie; il n'y a point de porte-monnaie dans les mains de Mary. Ses poches consultées semblent révéler son innocence.

Seulement au même endroit où ce drame avait eu lieu, le grenadier ramassait le lendemain un porte-monnaie que le chasseur reconnut comme sien. Mary avait sans doute jeté à terre la pièce de conviction au moment où il avait été arrêté.

Mary comparut devant le Tribunal. Deux systèmes furent en présence : système du chasseur de la garde : Mary est un voleur. J'ai bien senti sa main qui se glissait dans ma poche pour y prendre mon porte-monnaie; et il a couru parce qu'il m'avait volé et que je m'étais aperçu de son vol.

Système de Mary : C'est un homme ivre qui parle. Si j'avais volé ce porte-monnaie, on l'aurait trouvé sur moi.

Le Tribunal donna tort à Mary, et le condamna à deux ans de prison.

Mary a fait appel de cette décision. M^{re} Craquin a présenté sa défense.

Mais la Cour, après avoir entendu le rapport de M. le conseiller Ivry du Payrat, et sur les conclusions de M. l'avocat-général Barbier, a confirmé la décision des premiers juges.

M. Vernet, marchand de cuirs à Paris, dont la maison jouit d'une excellente réputation, était traduit aujourd'hui devant le jury sous l'accusation de faux en écriture de commerce, et cela dans des circonstances tout à fait exceptionnelles. Nous croyons devoir les rapporter afin d'éclairer les négociants sur la partie judiciaire d'actes qu'ils pourraient croire être tout à fait irréprochables, mais qui les exposeraient à de désagréables poursuites.

Vernet était en rapports d'affaires avec un sieur Deshayes, corroyeur à Paris, qui était son débiteur pour une somme de 23,000 fr. environ. Deshayes s'adressa à lui pour ses échéances du 15 août dernier, lui envoyant 2,000 fr. en argent et 4,500 fr. en billets, le priant de payer pour lui divers effets qu'il avait à la Banque. Vernet, qui doutait déjà de la solvabilité de Deshayes, appliqua ces fonds au compte de son débiteur et en passa l'écriture sur ses livres comme s'il les avait encaissés en déduction de ce qui lui était dû.

C'est sur ce fait qu'était basée l'accusation de faux en écriture de commerce.

Le débiteur ont établi que Deshayes était déjà au 14 août 1855 en état de suspension de paiement; que le passif de la faillite déclarée depuis est de 80,000 fr., et l'actif est de 20,000 fr. à peine.

On a enendu de nombreux témoins à décharge, qui ont été unanimes pour certifier la parfaite honorabilité, l'irréprochable probité commerciale de Vernet et la bonne réputation dont jouit sa maison sur la place de Paris.

Aussi M. l'avocat-général Oscar de Vallée, tout en blâmant la faute commise par l'accusé en ne remplissant pas le mandat dont il avait été chargé, déclare qu'il ne voit pas dans sa conduite l'intention criminelle qui peut seule servir de base à l'accusation, et il abandonne la poursuite.

M^{re} Lachaud, devant cette déclaration, renonce à la parole, et le jury rapporte un verdict d'acquiescement.

L'autorité, avertie qu'on faisait clandestinement et frauduleusement le commerce des vins, dans un petit magasin sis rue Fohé-Méricourt, 14, une perquisition dans ce magasin fut ordonnée, et on y saisit deux fûts remplis d'un liquide dont nous dirons la composition.

Ce magasin était loué à un sieur Delarue, courtier, faubourg Saint-Antoine, 113, lequel déclare qu'il n'était que le commis du nommé Merle, marchand de vins, rue des Gravières, 48.

L'instruction a établi que ce dernier, déjà condamné pour mise en vente de vins falsifiés, avait, pour échapper à la surveillance des agents, fait louer le magasin en question par le sieur Delarue; des ustensiles, appartenant au

sieur Merle, furent trouvés dans ce magasin; des marchandises, laissées après la saisie, furent transportées chez lui; on l'a vu venir dans ledit magasin, y envoyer ses garçons, y vendre du vin; enfin, tout concourut à confirmer la déclaration faite par Delarue qu'il n'était que le commis de Merle.

Les vins saisis furent analysés, et il résulte du rapport des experts qu'ils contiennent 50 pour 100 d'eau, de plus de réghisse et d'acide sulfurique.

Que cette composition est mauvaise, insalubre, très peu semblable à du vin, sans pourtant être de nature à agir comme poison, ainsi que le feraient des sels métalliques.

Le Tribunal, sur les réquisitions sévères de M. l'avocat impérial Descontours, a condamné le sieur Merle à quinze mois de prison et 50 fr. d'amende. L'affiche du jugement à ses frais, tant à sa porte qu'à celle du commissariat de police de son quartier, a été ordonnée.

Le sieur Delarue a été condamné à huit jours de prison et 50 fr. d'amende.

A la même audience, le sieur Deru, marchand de vins, rue Aubry-le Boucher, 38, traduit pour falsification de vins par addition d'eau dans les proportions de 20 pour 100, a été condamné à quinze jours de prison et 50 fr. d'amende.

L'affiche du jugement à ses frais, tant à sa porte qu'à celle du commissariat de police de son quartier, a été ordonnée.

Le sieur Briseel, pâtissier, rue du Moulin, 13, à l'enseigne de l'Étoile du Nord, est traduit devant le Tribunal correctionnel, pour voies de faits sur la personne d'un de ses apprentis.

Une ribambelle de Vatel en herbe, variant de dix à treize ans, défilé à la barre; les uns sont à charge, les autres à décharge.

Amédée, celui dont la famille a porté plainte, vient faire sa déposition.

M. le président : Quels coups vous a portés votre patron?

Amédée : M^{re} sieur, il m'a donné un coup de balai dans la figure et un de pelle dans le dos.

M. le président : Pourquoi vous a-t-il fait cela?

Amédée : M^{re} sieur, parce que j'avais mangé une simple brioche avec Edmond, un autre apprenti.

M. le président : Eh bien, pourquoi mangez-vous les brioches de votre maître?

Amédée : M^{re} sieur, parce que je les aime. (Rires.)

M. le président : Qu'y a-t-il fait encore?

Amédée : M^{re} sieur, il me prenait par les oreilles, il m'enlevait à plus de six pieds de terre, et il me laissait tomber.

M. le président : Il est donc bien fort, pour vous enlever si haut?

Amédée : Oh! oui, et puis il était en colère.

Plusieurs témoins attestent que le sieur Briseel maltraitait ses apprentis.

Arrivent les témoins à décharge; ce sont de jeunes pâtissiers élèves du prévenu.

M. le président : Il est difficile d'accorder beaucoup de foi au témoignage de ces enfants, en apprentissage chez le prévenu; enfin le Tribunal appréciera.

Un des jeunes témoins : M^{re} sieur, c'est pas vrai, M^{re} sieur Briseel nous bat jamais.

M. le président : Cependant il a battu Amédée?

Le témoin : Non, M^{re} sieur.

M. le président : Est-ce que vous ne lui avez pas vu l'oreille en sang?

Le témoin : Si, M^{re} sieur.

M. le président : En bien, cela ne s'est pas fait tout seul.

Le témoin : M^{re} sieur, c'est lui qui s'a fait saigner exprès soi seul.

M. le président : Ah! il s'est fait saigner exprès; je disais bien qu'il ne fallait avoir qu'une confiance très limitée dans ces témoignages. Allez vous assurer. (Au prévenu) : Eh bien, qu'avez-vous à dire?

Le prévenu : J'ai à dire, monsieur, que ce polisson-là dévorait toute ma marchandise. Tous les jours je l'envoyais porter chez un boulanger 100 gâteaux, jamais il ne lui en remettait que 80; en sorte que, quand je portais ma note, nous étions loin d'être d'accord.

M. le président : Il fallait le renvoyer chez ses parents.

Le prévenu : Ils n'ont pas voulu rompre le contrat d'apprentissage.

M. le président : Alors, il fallait punir cet enfant autrement qu'avec des coups de balai dans la figure et des coups de pelle dans les reins.

Le prévenu : Ça, monsieur, c'est une nuit, et il y avait de quoi être en colère : j'avais préparé des confitures pour faire des gâteaux; la nuit l'entends du bruit en bas, je me lève, je descends, qu'est-ce que je trouve? ce gamin qui s'était levé pour manger à son choix des gâteaux dans la boutique et qui m'avait même avalé ma confiture préparée pour la pâtisserie; ma foi, je l'avoue, je n'ai pas été maître de moi.

Afin qu'il soit maître de lui une autre fois, le Tribunal a condamné le sieur Briseel à huit jours de prison.

M. le maréchal commandant en chef l'armée de l'Est et la 1^{re} division militaire, vient de décider que le fusilier Louis-François Sureau, du 51^e régiment d'infanterie de ligne, accusé d'avoir commis, sur la personne de la veuve Gauthier à Mandé, un assassinat, suivi de vol, serait jugé par le 2^e Conseil de guerre de la division. M. le maréchal a ordonné qu'il serait procédé par le rapporteur à l'information, sans délai, toute affaire cessante.

Erratum. — Cour impériale, 1^{re} chambre; arrêt Leroy de Chabrol, n^o de vendredi dernier, 3^e chambre, au lieu de : « les souscripteurs d'actions ont un caractère définitif, lisez : « LES SOUSCRIPTIONS. »

ETRANGER.

ANGLETERRE (Londres). — Le révérend docteur Smith, cet inimitable prédicateur ambulatoire, plus connu à Londres sous le nom de *Maître d'équipage*, est de nouveau amené devant le juge de police, pour avoir été, par ses prédications en plein air, la cause de troubles sur la voie publique. Cette fois, c'est en face du Dock de Londres, qu'il a prêché et péché contre les ordonnances de police, et il le voit devant M. Yardley, juge du bureau de police de Thames.

Toutes les fois que le père Smith comparait en justice, il débute par administrer un sermon au magistrat. M. Yardley, qui connaît ses habitudes, veut esquiver l'annonce de la lecture, et, dès qu'il le voit assis sur le banc des prévenus, il dit à M. Egerton, officier de police : « Vous avez sans doute arrêté M. Smith prêchant dans quelque carrefour et obstruant la voie publique par la foule qu'il rassemble? »

M. Egerton : Oui, Votre Honneur, et dans cette foule deux femmes ont été volées de leur bourse.

M. Yardley : Laissez-le s'en aller, et qu'on appelle une autre affaire.

Smith, qui est un vieillard de soixante-dix ans, dont la voix de Sator est, pour le moment, fortement enrouée, ne se lasse pas d'arranger par cette ruse du magistrat et il commence ainsi son sermon : « Je suis envoyé par le grand Capitaine de toutes choses, Notre-Seigneur Jésus-Christ, pour venir... »

M. Yardley : Vous êtes acquitté. Une autre affaire.
M. Kent, ou des huissiers : Allez vous-en donc !
M. Smith : Tous les moyens....
M. Yardley : Mais allez-vous-en donc, monsieur Smith !
M. Smith, qui ne veut pas céder un pouce de terrain, bien qu'un officier du Tribunal ait déjà mis la main sur son collet, continue : Pour prêter l'évangile....
M. Yardley : Voyons, monsieur Smith, voulez-vous, oui ou non, me permettre de remplir ici mes fonctions de justice ?

M. Smith : Je suis bien fâché de vous déranger, mais l'immoralité prévaut partout, et vous en avez ici de tristes et de nombreux échantillons dans les affaires de rixes et d'ivrognerie que vous jugez.

M. Yardley : Monsieur Smith, je vous répète que vous êtes acquitté.

M. Smith : Ce n'est pas pour mon plaisir que je combats ainsi. Je m'adresse aux lords de l'Amirauté, aux archevêques et aux évêques, pour combattre l'immoralité qui règne partout, car c'est la mission que j'ai reçue.

M. Yardley : Que chaque chose se fasse en sa place, et je ne laisse prêcher ici personne que moi. (Rire général.)
Celle fois M. Smith se voit faire l'application de la compe intrare, en ce sens que les huissiers s'emparent de lui et le jettent hors de l'audience. Mais sa mission n'est pas finie, et il n'est pas plutôt dans la rue qu'il continue son sermon aux curieux qui l'ont suivi, et à qui il distribue des traités sur la tempérance. On ne dit pas s'il y en a un sur la tempérance du langage.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Les souscriptions pour secours aux inondés pourront être versées :

A Paris, à la caisse centrale du Trésor public, à la caisse de la recette centrale de la Seine, rue Neuve-des-Mathurins, 36, et aux caisses du receveur des contributions directes de chaque arrondissement ;

Et, dans les départements, aux caisses des receveurs généraux et particuliers, aux caisses des percepteurs. Les versements seront accompagnés des listes individuelles, qui seront insérées au *Moniteur*.

La répartition en sera faite par une commission dont

la composition sera officiellement annoncée.

Le Conseil d'administration de la Société générale du Crédit mobilier a l'honneur de prévenir MM. les actionnaires que le solde du dividende de l'exercice 1855, fixé par l'Assemblée générale à 178 fr. 70 c. par action, sera payé à dater du 20 juin courant, tous les jours non fériés, de dix heures à deux heures, au siège de la Société, 15, place Vendôme.

— CHEMIN DE FER DE PARIS A LYON.

Correspondance directe avec Genève (service des Postes fédérales suisses) par Dôle, Pontarlier et Orbe, trajet en vingt-cinq heures.

Heures des départs de Paris, le matin, 7 h., 10 h. 45 train express; le soir, 2 h. 30, 8 h. 5, train express. Arrivées à Genève à midi et à 10 h. 45 du soir.

S'adresser, pour les renseignements :

En France, dans les bureaux succursales et de correspondance du chemin de fer de Lyon ;

A Genève, aux Messageries fédérales rue du Rhône, 173.

— CAISSE GÉNÉRALE DES CHEMINS DE FER.

AVIS IMPORTANT.

Pour éviter aux souscripteurs des pertes de temps et empêcher le trafic des numéros d'ordre qui a donné lieu à des abus, l'administration de la Caisse générale des Chemins de fer a décidé que, le lundi 9 juin, jour de la clôture pour Paris, des guichets auxiliaires seront ouverts.

Il y aura un guichet spécial de souscription pour les agents de change, banquiers et commerçants qui ont des comptes ouverts à la Banque de France, et qui opéreront leurs versements en mandats de virement.

La publication légale des Actes de Société est obligatoire dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX, LE DROIT et le JOURNAL GÉNÉRAL D'AFFICHES.

VENTES MOBILIÈRES.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

En une maison sise à Grenelle, quai de Javelle, 27.

Le 8 juin.

Consistant en fauteuils, chaises, pendule, table, etc. (5927)

En la place de la commune de Belleville.

Le 8 juin.

Consistant en comptoir, tables, appareils à gaz, etc. (5928)

En une usine sise à Courbevoie, quai Napoléon, à l'Alfanière.

Le 8 juin.

Consistant en tables, commodes, fauteuils, chaises, etc. (5929)

En une maison sise à Belleville, boulevard des Anabiers, 22.

Le 8 juin.

Consistant en comptoir, tables, billards, bureau, etc. (5930)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6.

Le 9 juin.

Consistant en chaises, commode, pendule, fauteuil, etc. (5931)

Consistant en meubles de salon, etc. (5932)

Consistant en chaises, pendule, buffet, fauteuil, etc. (5933)

Consistant en bureaux, cartons, chaises, fauteuils, etc. (5934)

Consistant en tables, chaises, comptoirs, glaces, etc. (5935)

Consistant en comptoir avec nappe en dam, glaces, etc. (5936)

Consistant en tables, chaises, montres, rayons, etc. (5937)

Consistant en tables, commodes, chaises, rideaux, etc. (5938)

Consistant en 26 hectolitres d'avoine, effroie, etc. (5939)

Consistant en chaises, fauteuils, tables, pendules, etc. (5940)

Consistant en bureaux, caissiers, fauteuils, chaises, etc. (5941)

Consistant en armoires, chaises, tables, pendules, etc. (5942)

Consistant en comptoirs, chaises, rayons avec caissiers, etc. (5943)

Consistant en comptoir, tables, bureau, balances, etc. (5944)

Consistant en tables, commode, secrétaire, chaises, etc. (5945)

Consistant en fauteuils, tables, géonon, canapé, etc. (5946)

Consistant en tables, chaises, meuble de salon, etc. (5947)

Consistant en tables, chaises, fauteuils, armoires, etc. (5948)

Consistant en armoire à glace, fauteuils, chaises, etc. (5949)

Consistant en tables, commodes, chaises, fauteuils, etc. (5950)

En une maison sise à Paris, rue des Filles-Saint-Thomas, 8.

Le 9 juin.

Consistant en bureaux, tables, fauteuils, chaises, etc. (5951)

A Paris, rue d'Angoulême-du-Temple, 72.

Le 9 juin.

Consistant en tables, étagères, groupes, statuettes, etc. (5952)

En une maison sise à Paris, rue des Poitevins, 6.

Le 9 juin.

Consistant en presses lithographiques et accessoires, etc. (5953)

En une maison sise à Paris, rue du Montparnasse, 24.

Le 9 juin.

Consistant en tables, commodes, chaises, secrétaire, etc. (5954)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6.

Le 10 juin.

Consistant en comptoirs, glaces, bibliothèques, etc. (5955)

Consistant en armoire à glace, fauteuil, chaises, etc. (5956)

Consistant en commode, chaises, presse à copier, etc. (5957)

Consistant en comptoir, série de poids et mesures, etc. (5958)

Consistant en bureaux, tables, établis, planches, etc. (5959)

Consistant en chaises, commode, secrétaire, fauteuils, etc. (5960)

Dans une maison sise à Paris, rue de France, 76.

Le 10 juin.

Consistant en bureaux, tables, buffet, chaises, etc. (5961)

Consistant en presse à rogner, laminoir, tables, etc. (5962)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6.

Le 11 juin.

Consistant en tables, chaises, fauteuils, commode, etc. (5963)

Consistant en enclume, étau, soufflets, marbreux, etc. (5964)

SOCIÉTÉS.

D'un acte passé devant M. Barre, soussigné, et son collègue, notaires à Paris, le vingt-neuf mai mil huit cent cinquante-six, portant cette mention : enregistré à Paris, sixième bureau, le cinq juin mil huit cent cinquante-six, folio 63, verso, case 4, réçu cinq francs, double d'écrit un franc, signé : Saugier.

Il appert :

1° Que M. Pierre-Denis GASTÉBOIS, ancien maître selier, propriétaire, demeurant ci-devant à Sézanne (Marne), et maintenant à Paris, rue de la Fidélité, 26 ;

2° M. Michel LEFAURE, ouvrier selier, demeurant à la Chapelle-Saint-Denis, rue Charbonnière, 38 ;

3° M. Pierre FOURNIER, aussi ouvrier selier, demeurant à Paris, rue de la Fidélité, 26 ;

4° M. Nicolas DEMANGE, ouvrier selier, demeurant à Montmartre, rue de la Vierge, 4 ;

5° Et M. Victor CAILLAVA, aussi ouvrier selier, demeurant à la Chapelle-Saint-Denis, rue des Gardes, 3.

Ont formé une société en nom collectif pour la fabrication, la confection et la vente de selles à monter et harnais de cabriolet et de calèche, avec toutes les accessoires de sellerie et articles de voyage ;

Que cette société a été contractée pour neuf années, qui ont commencé à courir le premier juin mil huit cent cinquante-six, et finiront le premier juin mil huit cent soixante-cinq ;

Que ladite société existera sous la raison sociale GASTÉBOIS et C^{ie} ;

Que la signature sociale sera aussi GASTÉBOIS et C^{ie} ;

Que le siège de la société a été établi à Paris, rue Saint-Quentin, n° 10 ;

Que M. Gastébois a été nommé seul gérant de la société ;

Et qu'en cette qualité il a seul la signature sociale, pour n'en faire usage que pour les besoins de la société ;

Cependant il a été stipulé que les billets à ordre et lettres de change qui seraient émis pour le compte de la société devraient, pour leur validité, être signés du gérant avec la signature sociale et de deux des autres associés indistinctement, et que cette stipulation ne s'appliquerait pas aux endossements d'effets qui seraient souscrits au profit de la société, ni des traites qui pourraient être tirées en faveur de ladite société, la signature du gérant devant, dans ce cas, seule suffire pour leur validité ;

Que M. Gastébois, en sa qualité de gérant, doit faire seul tous les achats de marchandises et d'ustensiles nécessaires à la fabrication et à la confection dont s'agit, ainsi que la vente des objets confectionnés ;

Qu'il aura seul la direction et la surveillance de l'atelier et des travaux des autres associés et des ouvriers qu'ils emploieront ;

Que, par suite de ses fonctions, M. Gastébois a été seul chargé de tenir la caisse et les livres de la société, de payer toutes les sommes qui seront dues par la société, à quelque titre que ce soit, et de toucher toutes celles qui seront dues à ladite société ;

Enfin qu'en cas de motifs graves, les associés pourront, à la majorité des suffrages, remplacer le gérant, qui reprendra le rôle de simple associé, et se trouvera alors dans les conditions de chacun d'eux ;

Et que le nouveau gérant sera nommé par les associés à la majorité, et exercera les fonctions et prérogatives accordées au gérant par ledit acte.

Pour extrait :

Signé : BARRE. (110)

D'un acte passé devant M. Barre, soussigné, et son collègue, notaires à Paris, le vingt-neuf mai mil huit cent cinquante-six, portant cette mention : enregistré à Paris, sixième bureau, le cinq juin mil huit cent cinquante-six, folio 63, verso, case 4, réçu cinq francs, double d'écrit un franc, signé : Saugier.

Il appert :

1° Que M. Pierre-Denis GASTÉBOIS, ancien maître selier, propriétaire, demeurant ci-devant à Sézanne (Marne), et maintenant à Paris, rue de la Fidélité, 26 ;

2° M. Michel LEFAURE, ouvrier selier, demeurant à la Chapelle-Saint-Denis, rue Charbonnière, 38 ;

3° M. Pierre FOURNIER, aussi ouvrier selier, demeurant à Paris, rue de la Fidélité, 26 ;

4° M. Nicolas DEMANGE, ouvrier selier, demeurant à Montmartre, rue de la Vierge, 4 ;

5° Et M. Victor CAILLAVA, aussi ouvrier selier, demeurant à la Chapelle-Saint-Denis, rue des Gardes, 3.

Ont formé une société en nom collectif pour la fabrication, la confection et la vente de selles à monter et harnais de cabriolet et de calèche, avec toutes les accessoires de sellerie et articles de voyage ;

Que cette société a été contractée pour neuf années, qui ont commencé à courir le premier juin mil huit cent cinquante-six, et finiront le premier juin mil huit cent soixante-cinq ;

Que ladite société existera sous la raison sociale GASTÉBOIS et C^{ie} ;

Que la signature sociale sera aussi GASTÉBOIS et C^{ie} ;

Que le siège de la société a été établi à Paris, rue Saint-Quentin, n° 10 ;

Que M. Gastébois a été nommé seul gérant de la société ;

Et qu'en cette qualité il a seul la signature sociale, pour n'en faire usage que pour les besoins de la société ;

Cependant il a été stipulé que les billets à ordre et lettres de change qui seraient émis pour le compte de la société devraient, pour leur validité, être signés du gérant avec la signature sociale et de deux des autres associés indistinctement, et que cette stipulation ne s'appliquerait pas aux endossements d'effets qui seraient souscrits au profit de la société, ni des traites qui pourraient être tirées en faveur de ladite société, la signature du gérant devant, dans ce cas, seule suffire pour leur validité ;

Que M. Gastébois, en sa qualité de gérant, doit faire seul tous les achats de marchandises et d'ustensiles nécessaires à la fabrication et à la confection dont s'agit, ainsi que la vente des objets confectionnés ;

Qu'il aura seul la direction et la surveillance de l'atelier et des travaux des autres associés et des ouvriers qu'ils emploieront ;

Que, par suite de ses fonctions, M. Gastébois a été seul chargé de tenir la caisse et les livres de la société, de payer toutes les sommes qui seront dues par la société, à quelque titre que ce soit, et de toucher toutes celles qui seront dues à ladite société ;

Enfin qu'en cas de motifs graves, les associés pourront, à la majorité des suffrages, remplacer le gérant, qui reprendra le rôle de simple associé, et se trouvera alors dans les conditions de chacun d'eux ;

Et que le nouveau gérant sera nommé par les associés à la majorité, et exercera les fonctions et prérogatives accordées au gérant par ledit acte.

Pour extrait :

Signé : BARRE. (110)

D'un acte passé devant M. Barre, soussigné, et son collègue, notaires à Paris, le vingt-neuf mai mil huit cent cinquante-six, portant cette mention : enregistré à Paris, sixième bureau, le cinq juin mil huit cent cinquante-six, folio 63, verso, case 4, réçu cinq francs, double d'écrit un franc, signé : Saugier.

Il appert :

1° Que M. Pierre-Denis GASTÉBOIS, ancien maître selier, propriétaire, demeurant ci-devant à Sézanne (Marne), et maintenant à Paris, rue de la Fidélité, 26 ;

2° M. Michel LEFAURE, ouvrier selier, demeurant à la Chapelle-Saint-Denis, rue Charbonnière, 38 ;

3° M. Pierre FOURNIER, aussi ouvrier selier, demeurant à Paris, rue de la Fidélité, 26 ;

4° M. Nicolas DEMANGE, ouvrier selier, demeurant à Montmartre, rue de la Vierge, 4 ;

5° Et M. Victor CAILLAVA, aussi ouvrier selier, demeurant à la Chapelle-Saint-Denis, rue des Gardes, 3.

Ont formé une société en nom collectif pour la fabrication, la confection et la vente de selles à monter et harnais de cabriolet et de calèche, avec toutes les accessoires de sellerie et articles de voyage ;

Que cette société a été contractée pour neuf années, qui ont commencé à courir le premier juin mil huit cent cinquante-six, et finiront le premier juin mil huit cent soixante-cinq ;

Que ladite société existera sous la raison sociale GASTÉBOIS et C^{ie} ;

Que la signature sociale sera aussi GASTÉBOIS et C^{ie} ;

Que le siège de la société a été établi à Paris, rue Saint-Quentin, n° 10 ;

Que M. Gastébois a été nommé seul gérant de la société ;

Et qu'en cette qualité il a seul la signature sociale, pour n'en faire usage que pour les besoins de la société ;

Cependant il a été stipulé que les billets à ordre et lettres de change qui seraient émis pour le compte de la société devraient, pour leur validité, être signés du gérant avec la signature sociale et de deux des autres associés indistinctement, et que cette stipulation ne s'appliquerait pas aux endossements d'effets qui seraient souscrits au profit de la société, ni des traites qui pourraient être tirées en faveur de ladite société, la signature du gérant devant, dans ce cas, seule suffire pour leur validité ;

Que M. Gastébois, en sa qualité de gérant, doit faire seul tous les achats de marchandises et d'ustensiles nécessaires à la fabrication et à la confection dont s'agit, ainsi que la vente des objets confectionnés ;

Qu'il aura seul la direction et la surveillance de l'atelier et des travaux des autres associés et des ouvriers qu'ils emploieront ;

Que, par suite de ses fonctions, M. Gastébois a été seul chargé de tenir la caisse et les livres de la société, de payer toutes les sommes qui seront dues par la société, à quelque titre que ce soit, et de toucher toutes celles qui seront dues à ladite société ;

Enfin qu'en cas de motifs graves, les associés pourront, à la majorité des suffrages, remplacer le gérant, qui reprendra le rôle de simple associé, et se trouvera alors dans les conditions de chacun d'eux ;

Et que le nouveau gérant sera nommé par les associés à la majorité, et exercera les fonctions et prérogatives accordées au gérant par ledit acte.

Pour extrait :

Signé : BARRE. (110)

D'un acte passé devant M. Barre, soussigné, et son collègue, notaires à Paris, le vingt-neuf mai mil huit cent cinquante-six, portant cette mention : enregistré à Paris, sixième bureau, le cinq juin mil huit cent cinquante-six, folio 63, verso, case 4, réçu cinq francs, double d'écrit un franc, signé : Saugier.

Il appert :

1° Que M. Pierre-Denis GASTÉBOIS, ancien maître selier, propriétaire, demeurant ci-devant à Sézanne (Marne), et maintenant à Paris, rue de la Fidélité, 26 ;

2° M. Michel LEFAURE, ouvrier selier, demeurant à la Chapelle-Saint-Denis, rue Charbonnière, 38 ;

3° M. Pierre FOURNIER, aussi ouvrier selier, demeurant à Paris, rue de la Fidélité, 26 ;

4° M. Nicolas DEMANGE, ouvrier selier, demeurant à Montmartre, rue de la Vierge, 4 ;

5° Et M. Victor CAILLAVA, aussi ouvrier selier, demeurant à la Chapelle-Saint-Denis, rue des Gardes, 3.

Ont formé une société en nom collectif pour la fabrication, la confection et la vente de selles à monter et harnais de cabriolet et de calèche, avec toutes les accessoires de sellerie et articles de voyage ;

Que cette société a été contractée pour neuf années, qui ont commencé à courir le premier juin mil huit cent cinquante-six, et finiront le premier juin mil huit cent soixante-cinq ;

Que ladite société existera sous la raison sociale GASTÉBOIS et C^{ie} ;

Que la signature sociale sera aussi GASTÉBOIS et C^{ie} ;

Que le siège de la société a été établi à Paris, rue Saint-Quentin, n° 10 ;

Que M. Gastébois a été nommé seul gérant de la société ;

Et qu'en cette qualité il a seul la signature sociale, pour n'en faire usage que pour les besoins de la société ;

Cependant il a été stipulé que les billets à ordre et lettres de change qui seraient émis pour le compte de la société devraient, pour leur validité, être signés du gérant avec la signature sociale et de deux des autres associés indistinctement, et que cette stipulation ne s'appliquerait pas aux endossements d'effets qui seraient souscrits au profit de la société, ni des traites qui pourraient être tirées en faveur de ladite société, la signature du gérant devant, dans ce cas, seule suffire pour leur validité ;

Que M. Gastébois, en sa qualité de gérant, doit faire seul tous les achats de marchandises et d'ustensiles nécessaires à la fabrication et à la confection dont s'agit, ainsi que la vente des objets confectionnés ;

Qu'il aura seul la direction et la surveillance de l'atelier et des travaux des autres associés et des ouvriers qu'ils emploieront ;

Que, par suite de ses fonctions, M. Gastébois a été seul chargé de tenir la caisse et les livres de la société, de payer toutes les sommes qui seront dues par la société, à quelque titre que ce soit, et de toucher toutes celles qui seront dues à ladite société ;

Enfin qu'en cas de motifs graves, les associés pourront, à la majorité des suffrages, remplacer le gérant, qui reprendra le rôle de simple associé, et se trouvera alors dans les conditions de chacun d'eux ;

Et que le nouveau gérant sera nommé par les associés à la majorité, et exercera les fonctions et prérogatives accordées au gérant par ledit acte.

Pour extrait :

Signé : BARRE. (110)

Bourse de Paris du 7 Juin 1856.

3 0/0	Au comptant, 1 ^{er} c. 72 50. — Hausse de 30 c.
3 0/0	Fin courant, — 72 40. — Hausse de 33 c.
4 1/2	Au comptant, 1 ^{er} c. 93 —. — Hausse 1 — c.
4 1/2	Fin courant, — — —. — Hausse 1 — c.

AU COMPTANT.

3 0/0 j. 22 juin....	72 —	FONDS DE LA VILLE, ETC.	
Dito, 1 ^{er} Emp. 1855.	—	Obligat. de la Ville (Emprunt	
Dito, 2 ^e Emp. 1855.	71 80	de 25 millions....	
4 0/0 j. 22 sept....	—	— 30 millions....	1675
4 1/2 1853.....	—	— 60 millions....	387 50
4 1/2 1852.....	93 —	Rente de la Ville....	
Dito, 1 ^{er} Emp. 1855.	—	Obligat. de la Seine....	
Dito, 2 ^e Emp. 1855.	—	Caisse hypothécaire....	
Act. de la Banque... 4050	—	Palais de l'Industrie....	
Credit foncier... 700	—	Quatre canaux.....	
Credit mobilier... 1840	—	Canal de Bourgogne....	
Comptoir national... —	—	VALEURS DIVERSES.	
FONDS ÉTRANGERS.		H. Fourm. de Mond....	
Naples (G. Rotseh)... 113	—	Mines de la Loire....	
Piémont, 1850..... 92 23	—	Tissus de la Maberl....	
— Obl. 1853..... —	—	Lin Gobin.....	
Rome, 5 0/0..... — /—	—	Omnibus (n. act.)....	
Turquie, Emp. 1854. —	—	Docks Napoleon.....	194 75

Ventes immobilières.

AUDIENCE DES CRIÉES.

GRANDE MAISON A LYON

Etude de **M^e GALLIOT**, avoué à Lyon, quai d'Orléans, 14.

Vente par licitation, en l'audience des criées du Tribunal civil de première instance de Lyon, le samedi 28 juin 1886, à midi.
D'une grande et belle **MAISON** ayant trois façades, sise à Lyon, quai Saint-Antoine, 11, rue Mercière, 26, et rue Dubois.

Cette maison est située dans l'un des plus beaux quartiers de Lyon, et elle est bien alignée sur ses trois façades.

Revenu brut: 29,696 fr. 60 c.

Charges: 2,774 fr.

Ce revenu sera augmenté de 3,137 fr. 20 c. à partir du 24 juin 1887. Par la suite, il s'accroîtra encore.

Mise à prix: 400,000 fr.

S'adresser pour les renseignements:

A **M^e GALLIOT**, avoué poursuivant.

(3904)*

MAISON RUE SAINT-HONORÉ

Etude de **M^e MOQUET**, avoué à Versailles, rue Duplessis, 86.

Vente en l'audience des criées du Tribunal de Versailles, le jeudi 26 juin 1886, à midi.
D'une **MAISON** sise à Paris, rue Saint-Honoré, 332, auprès de la place Vendôme.

Mise à prix: 250,000 fr.

S'adresser pour les renseignements:

A Versailles: 1° **Audit M^e MOQUET**, avoué poursuivant la vente;

2° **M^e LAUMAILLIER**, avoué colicitant, rue des Réservoirs, 17;

3° **M^e RAMEAU**, avoué colicitant, rue des Réservoirs, 19;

Et sur les lieux, de midi à quatre heures.

(3905)

SEPT MAISONS A PASSY

Etude de **M^e POUPINEL**, avoué à Paris, rue de Cléry, 23.

Adjudication sur licitation en l'audience des criées du Tribunal civil de première instance de la Seine, séant au Palais-de-Justice, à Paris, le mercredi 2 juillet 1886, à deux heures de relevée.
De **SEPT MAISONS** sises à Passy, près Paris (savoir):

1° Une maison Grande-Rue, 3.

Mise à prix: 14,000 fr.

2° Une maison sise à Passy, boulevard de Passy, 38, près la barrière Longchamps.

Mise à prix: 15,000 fr.

3° Une maison de campagne, rue de la Pompe, 13.

Mise à prix: 14,000 fr.

4° Une maison de campagne, rue de la Pompe, 15.

Mise à prix: 14,000 fr.

5° Une maison de campagne, rue de la Pompe, 18.

Mise à prix: 10,000 fr.

6° Une maison de campagne, rue de la Pompe, 20.

Mise à prix: 10,000 fr.

7° Une maison de campagne, rue de la Pompe, 22.

Mise à prix: 8,000 fr.

Total des mises à prix: 85,000 fr.

S'adresser pour les renseignements:

1° **M^e POUPINEL**, avoué poursuivant, demeurant à Paris, rue de Cléry, 3, dépositaire d'une copie du cahier d'enchères;

2° **M^e CHAGOT**, avoué colicitant, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, 8;

3° **M^e AMY**, notaire à Passy (Seine);

Et sur les lieux pour les voir, ou à **M^e BARRE**, rue de la Tour, 44 bis, à Passy.

(3922)

PROPRIÉTÉ A NEUILLY

Etude de **M^e GUIBET**, avoué à Paris, rue Grammont, 7.

Vente au Palais-de-Justice à Paris, le samedi 21 juin 1886, deux heures de relevée.
D'une grande et belle **PROPRIÉTÉ**, avec jardin, sise à Neuilly, près Paris, avenue de Neuilly, 56.

Mise à prix: 120,000 fr.

S'adresser:

1° **M^e GUIBET**, avoué poursuivant, dépositaire d'une copie de l'enchère;

2° Et à **M^e BILLAUT**, avoué, demeurant à Paris, rue du Marché-Saint-Honoré, 3.

(3901)

MAISON RUE FRG-MONTMARTRE

Etude de **M^e BAULANT**, avoué à Paris, rue Saint-Fiacre, 20.

Vente en l'audience des criées du Tribunal de la Seine, au Palais-de-Justice à Paris, le samedi 28 juin 1886, deux heures de relevée.

D'une belle **MAISON** de construction récente, en pierres de taille, située rue du Faubourg-Montmartre, 31 bis, servant d'entrée au passage Verdeau.

Mise à prix: 400,000 fr.

Produit susceptible d'augmentation, 38,000 fr.

S'adresser pour les renseignements:

1° **M^e BAULANT**, avoué poursuivant, à Paris, rue Saint-Fiacre, 20;

2° **M^e DENORMANDIE**, avoué présent à la vente, à Paris, rue du Sentier, 24;

3° **M^e FOUSSIER**, avoué présent à la vente, à Paris, rue de Cléry, 13;

4° **M^e ALOQUE**, notaire à Paris, rue Montmartre, 146.

(3891)

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE GASTRONOMIE

MM. les actionnaires de la société générale de Gastronomie sont convoqués en assemblée extraordinaire le 12 juin, à midi, rue de Grenelle-Saint-Honoré, 33. Nul n'y sera admis s'il n'est porteur d'une carte nominative.

(15918)*

SOCIÉTÉ DU GRAND

DICTIONNAIRE DE GÉOGRAPHIE

MM. les actionnaires de la Société du grand Dictionnaire de Géographie universelle ancienne et moderne sont invités à se trouver le lundi 23 juin 1886, heure de midi, au siège de la Société, rue Neuve-des-Petits-Champs, 33, pour y entendre le rapport du liquidateur sur l'état de la liquidation, et assister à la clôture de l'opération. Pour faire partie de l'assemblée, il faut être porteur d'au moins vingt actions de capital déposées entre les mains du caissier de la société.

(15931)

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES

VERRES DE FRANCE L'ÉTRANGER

Le gérant, d'accord avec le conseil de surveillance, a l'honneur d'informer MM. les actionnaires de la Compagnie que, par suite de projets de fusion, l'assemblée générale extraordinaire avait été convoquée pour le 10 juin courant, mais que, par suite d'autres propositions aussi importantes en voie de négociation, cette assemblée générale a été remise au 11 juillet prochain, époque fixée par l'article 48 des statuts pour l'assemblée générale annuelle, à laquelle toutes les communications arriveront à la clôture des affaires projetées.

(15930)

Guillemeteau, **AU FLAMAND**, 123, rue Chartier et C^e.

Agrandissement de la maison spéciale de BLANC, toiles, calicots, lingerie, linge de table, trousseaux et layettes; linge confectionné.

(15434)*

M. DUPONT, 41, Chaussée d'Antin, au 1^{er}.

Vente et échange de cachemires de France et de l'Inde. Atelier pour les réparations.

(15703)*

PAPIER ÉPISPASTIQUE D'ALBESPEYRES,

POUR ENTREtenir LES VÉSICATOIRES SANS ODEUR NI DOULEUR,

PRÉPARÉ DANS LA PHARMACIE DE L'INVENTEUR. RUE DU FAUBOURG-SAINT-DENIS, 80, ANCIEN 84.

C'est vers 1817 que M. Albespeyres eut la pensée de préparer du Papier Epispastique. Jusqu'à cette époque, le pansement des vésicatoires s'était fait avec des feuilles végétales sur lesquelles on étendait une couche de pommade; selon que cette couche était plus ou moins épaisse, le vésicatoire était plus ou moins excité; mais, comme il n'est pas de main assez habile pour étaler chaque jour régulièrement la même quantité de pommade, il en résultait pour le malade tantôt une surexcitation qui lui occasionnait de vives douleurs, tantôt, au contraire, l'inertie complète de l'exutoire, ce qui n'avait pas de moins graves inconvénients. Pour tous ces faits, MM. les médecins les plus distingués préféraient spontanément leur cause à l'introduction du Papier Epispastique dans la thérapeutique. Petit à petit, ce papier a fait rejeter tous les vieux modes de pansement viciés et douloureux; il est devenu indispensable aux médecins, aux pharmaciens et aux malades. M. Albespeyres l'ayant toujours préparé en grand et à la mécanique, il a dû obtenir les meilleurs résultats possibles.

Pour répondre à tous les besoins, il a donné à son Papier quatre degrés de force, désignés par N° 1 faible, N° 1, N° 2, N° 3.

Le N° 1 faible, à peine enduit de pommade, le moins fort de tous, convient aux personnes très irritables et aux enfants;

Le N° 1, un peu plus chargé, se donne aux personnes dont les vésicatoires vont bien;

Le N° 2 est employé par les personnes dont les vésicatoires rendent peu, et ont besoin d'être excités;

Le N° 3, plus actif, ne sert que dans le cas où les vésicatoires ont de la tendance à se fermer.

Propriété du Papier d'Albespeyres.

Ce Papier est le seul recommandé depuis plus de trente ans par les médecins et chirurgiens en chef des hôpitaux de France et de l'étranger, membres des Académies savantes, professeurs aux Ecoles de Médecine et de Pharmacie, comme préférable à tous les autres épispastiques. En effet: 1° il entretient à lui seul une suppuration abondante et uniforme, sans douleur, rougeur, ni inflammation à la peau ou aux parties dénudées; 2° il empêche la formation de fausses membranes et de pellicules blanches qui s'opposent souvent à la suppuration; 3° il ne porte aucune irritation sur les surfaces dénudées sans constamment d'un beau rouge, lisses et sans excroissances charnues; 4° il ne porte aucune irritation sur les voies urinaires, et convient par conséquent beaucoup aux personnes nerveuses et irritables; 5° il n'exhale aucune odeur désagréable, et offre par là les avantages d'une extrême propreté; 6° ce Papier, très fin, souple, transparent, très doux, adhère aux bords du vésicatoire, ne se déplace jamais, et ne change pas sa forme et sa souplesse en restant sur la surface en suppuration. C'est la seule préparation avec laquelle on puisse SE PANSER SOI-MÊME FACILEMENT DANS SON LIT, EN VOYAGE, etc.

VÉSICATOIRES D'ALBESPEYRES

(TOILE ADHÉRENTE POUR FORMER LE VÉSICATOIRE SANS EMBLATURE).

Ces vésicatoires, disposés en forme de sparadrap sur un taffetas ciré, sont d'une extrême commodité pour les médecins, les pharmaciens et les malades. Ils adhèrent à la peau et produisent la vésication en quelques heures. Ces précieuses qualités ont valu aux vésicatoires d'Albespeyres l'approbation des principaux médecins de France et de l'étranger.

Il suffit de couper dans la pièce le morceau de la forme voulue et d'appliquer sur la peau par le côté noir.

NOTA. S'il n'y a pas grand inconvénient à s'appliquer de soi-même un vésicatoire dans les indispositions légères, telles que rhumatismes, sciatique, gourme, maladies des yeux et des oreilles, dartres et autres affections de la peau, asthmes, catarrhes, etc., il vaut cependant mieux consulter toujours son médecin, pour en retirer les meilleurs effets possibles. — « Les vésicatoires, disent les professeurs Mèrat et de Lens, veulent être maniés par une main exercée, habile et sage. » — Ils produisent de grands effets, pourvu qu'ils demeurent longtemps ouverts et fluent longtemps. (Traité du professeur Gerdy.) — « Les vésicatoires attirent au dehors la purité que cause la maladie. » (Mérucialis.)

Les vésicatoires, — on le voit, — constituent un auxiliaire puissant dans les mains du médecin toutes les fois qu'il est nécessaire d'attirer les humeurs au dehors et de purifier le sang.

A. M. ALBESPEYRES.

« Je me fais un devoir et un plaisir à la fois de vous annoncer que vos épispastiques répondent à tous les besoins; l'action de vos vésicatoires est plus prompte, plus douce que celle des emplâtres ordinaires. Le pansement à l'aide de votre papier est parfait. »

« J'ajoute, en considération de vos moyens précieux, que je me suis pourvu d'un carré de vésicatoires et d'une boîte de papier, en cas de besoin dans ma famille. »

« GUILLAMS, vice-proto-médecin à Chambéry. »

« Nous appelons l'attention de nos confrères sur les vésicatoires agglutinatifs d'Albespeyres. Ils adhèrent à la peau comme le sparadrap, et produisent la vésication en quelques heures, sans causer la moindre irritation. C'est une des rares améliorations dont le médecin doit prendre note. Il n'est pas inutile de rappeler à ce sujet que le papier d'Albespeyres est la meilleure préparation pour entretenir abondamment, et sans odeur ni douleur, la sécrétion des vésicatoires. »

« Nous avons publié un travail de M. Fumouze Albespeyres (1), concernant d'intéressantes observations sur les cantharides; cela nous conduit naturellement à l'examen de différents épispastiques employés tant pour établir un vésicatoire que pour l'entretenir en bon état. »

« Les anciens emplâtres saupoudrés de cantharides ont de nombreux et quelquefois graves inconvénients; ils sont généralement abandonnés depuis que M. Albespeyres a composé des vésicatoires sparadrapiques, produisant la vésication en quelques heures. »

« Parmi les pommades, taffetas et autres produits épispastiques servant à l'entretien des vésicatoires, le Papier d'Albespeyres possède une supériorité tellement incontestable, que ce n'est pas sans étonnement que l'on voit encore quelques praticiens sacrifier à la vieille routine. » etc.

(Abeille médicale.)

(1) Extrait du Journal de Chimie médicale, Pharmacie et Toxicologie, rédigé par M. Chevallier, professeur à l'Ecole de Pharmacie, membre de l'Académie de Médecine.

NOTA. — Le nom de l'inventeur, ALBESPEYRES, est gravé dans chaque feuille de papier et sur chaque vésicatoire, ce qui permet d'éviter les contrefaçons nuisibles ou dangereuses. Plusieurs contrefacteurs ont été condamnés à des dommages-intérêts très élevés et même à la prison. — Les Epispastiques d'Albespeyres se trouvent dans les principales Pharmacies de France et de l'étranger. — Entrepôts pour les ventes en gros: à Londres, chez MM. Warrich Brothers; à Saint-Petersbourg, Hardy et C^e, G.-A. Hauff; à Moscou, L. Grosvald; à Varsovie, Mrozowski; à Berlin, Braumüller; à Vienne, Metzinger, P. Fantz; à Madrid, J. Simon, Ulzerum; à Lisbonne, Barral; à Amsterdam, Smit-Sprenger; à Rotterdam, Santen-Kolf; à New York, Blondin; à Gand, Frans de Bast; Demeersman; à Bruxelles, Renou et C^e; à Mons, Criqueleu; à Hanovre, Rump et Lehnert; à Brême, Butze; à Bâle, Geigi et Bernoulli; à Constantinople, Della Sudda, pharmacien en chef de l'empire ottoman, fournisseur de toutes les armées alliées, etc., etc.

PRÉCIS DE CHIMIE INDUSTRIELLE

Par **M. PAYEN**,

Membre de l'Institut, professeur à l'Ecole centrale des Arts et Manufactures.

Troisième édition, revue et augmentée. 1 volume in-8°, de texte et un volume de planches. — Prix, brochés: 16 fr.

PRÉCIS D'AGRICULTURE

THÉORIQUE ET PRATIQUE.

Par **MM. PAYEN et RICHARD**,

Membres de l'Institut, de la Société nationale et centrale d'agriculture.

Deux beaux volumes in-8°. — Prix, brochés: 15 fr.

† **DES SUBSTANCES ALIMENTAIRES** et des moyens de les améliorer, de les conserver et d'en reconnaître les altérations, par **M. PAYEN**. 3^e édition. 1 vol. in-16. Prix, broché, 3 fr.

† **MALADIES DE LA POMME DE TERRE, DE LA BETTERAVE, DU BLÉ ET DE LA VIGNE**, avec l'indication des meilleurs moyens à employer pour les combattre; par **M. PAYEN**. 1 vol. in-16. Prix, broché, 2 fr.

† **LES VIGNES MALADES**. Rapport adressé à M. le ministre de l'Agriculture et du Commerce, par **M. LOUIS LECLERC**, sur un voyage d'études entreprises par ses ordres dans les vignobles français. 1 vol. grand-8°, avec des figures coloriées. Prix, broché, 3 fr. 50.

† **DE LA MALADIE DE LA VIGNE**, dans le midi de la France et dans le nord de l'Italie. Rapport présenté à

M. le ministre de l'intérieur, de l'Agriculture et du Commerce; par **M. VICTOR RENDU**, inspecteur général de l'Agriculture. 1 vol. grand-8°. Prix, broché, 3 fr. 50.

† **PRINCIPES D'AGRICULTURE**, à l'usage des établissements d'instruction agricole et des cultivateurs; par **M. VICTOR RENDU**. 1 vol. in-12, avec des figures dans le texte. Prix, broché, 3 fr.

† **ELEMENTS DE COMPTABILITÉ RURALE**; par **M. MALO**, professeur à l'Ecole des Haras. 1 vol. in-12. Prix, broché, 1 fr. 25.

† **VISITE A L'EXPOSITION UNIVERSELLE** de Paris en 1883, publiée sous la direction de **M. TRESCA**, sous-directeur du Conservatoire des Arts-et-Métiers. 1 fort volume in-16, de 800 pages, avec plans et gravures. 3 fr.

Les ouvrages marqués d'une (†) font partie de la Bibliothèque des chemins de fer, et se trouvent dans les gares les plus importantes.

Librairie de **L. HACHETTE et C^e**, rue Pierre-Sarrasin, 14, à Paris, chez les principaux Libraires de la France et de l'étranger.

Henri PLON, propriétaire des exemplaires DU RÉPERTOIRE GÉNÉRAL DU JOURNAL DU PALAIS, éditeur DES OUVRAGES DE MM. BONNIER, DEMANTE, DU CAUROY, DUPIN, DURANTON, FAUSTIN-HELIE, MACAREL, ORTOLAN, PARDESSUS, PELLAT, PERSIL, TROISIÈME, RUE GARANCIÈRE, 9, PARIS.

LES CODES FRANÇAIS EXPLIQUÉS

PAR **J.-A. ROGRON**

Les Codes français expliqués par leurs motifs, par des exemples et par la jurisprudence, avec la solution, sous chaque article, des difficultés, ainsi que des principales questions que présente le texte, la définition des termes de droit et la reproduction des motifs de tous les arrêts-principes, suivis de *Formulaires*; ouvrage destiné aux personnes chargées d'appliquer les lois, et à toutes celles qui, désirant les connaître, n'ont pu en faire une étude spéciale.

4^e édition. 2 énormes volumes in-4° formant la matière de plus de 20 volumes, corrigée et augmentée des ARRÊTS-PRINCIPES rendus jusqu'à ce jour. — Prix: 35 fr.

LES MÊMES, GRAND FORMAT IN-18, SE VENDENT SÉPARÉMENT:
Code Napoléon expliqué, 15^e édition, 2 énormes volumes grand in-48, contenant 3450 pages. . . . 15 fr.
Code de procédure civile expliqué, 9^e édition, 2 énormes vol. grand in-48, contenant 2500 pages. . . 15 fr.
Code de commerce expliqué, 8^e édition, 1 volume grand in-48, contenant 1440 pages. . . . 10 fr.

Codes d'instruction criminelle et pénal expliqués d'après les modifications introduites. 4^e éd. 2 vol. in-18 15 fr.
Codes forestier, de la pêche et de la chasse expliqués 1 vol. grand in-18. . . . 8 fr.
Code de la chasse seul. 1 vol. grand in-18. . . . 4 fr.
Code politique français de 1788 à 1848. 1 vol. ga in-18 6 fr.